

Soutien aux pompiers de Gironde : 120 recrutements annoncés grâce à la contribution des intercommunalités

Alors que les pompiers manifestent leur mécontentement face au manque de moyen depuis le début de l'été, le président du conseil départemental et du conseil d'administration du SDISS 33, Jean-Luc Gleyze, vient d'annoncer qu'il a obtenu l'accord de toutes les collectivités pour augmenter leur participation volontaire au budget du SDIS.

Cette négociation avait été engagée dès 2017 sous l'égide du Préfet. Après l'engagement de toutes les communautés de communes et d'agglomération, seule Bordeaux Métropole n'avait pas encore formalisé son accord. Son Président vient de le confirmer par courrier.

Cette **contribution de 8,5M€, consentie par l'ensemble des intercommunalités**, vient compléter le budget du SDIS, qui est actuellement de 162M€. Il va ainsi permettre le **recrutement de 120 sapeurs-pompiers et l'acquisition de nouveaux matériels**, afin de garantir la qualité du service public de défense incendie et de secours aux personnes.

Hausse des interventions

Alors que la Gironde accueille chaque année près de 20 000 nouveaux habitants et de nouvelles activités, les sapeurs-pompiers sont soumis à une hausse exponentielle des sollicitations.

Ainsi, le nombre d'interventions est passé de 100 000 en 2009 à 130 000 l'an dernier.

Cette croissance entraîne des besoins humains et matériels supplémentaires pour le SDIS33.

Des attentes fortes vis-à-vis de l'État

« Cette participation volontaire est une bonne nouvelle pour la Gironde. Cependant, elle ne résout pas toutes les difficultés auxquelles les sapeurs-pompiers sont confrontés au quotidien : sorties ne relevant pas de leurs compétences, temps d'attente aux urgences, agressions, manque de reconnaissance de la profession. Autant de raisons qui justifient le mouvement de grève national des sapeurs-pompiers. La résolution de ces problèmes nécessite une réorganisation globale de la sécurité civile par l'État, en lien avec les services hospitaliers. » précise le Département dans son communiqué.